



Naufrage en Grèce :

LES MORTS SONT EN MER MAIS LES ASSASSINS SONT À LA TÊTE DES ÉTATS EUROPÉENS

600 morts. Des hommes, des femmes, des enfants, entassés dans un mauvais rafiot, piégés au fond d'une cale pour la plupart, ont été engloutis mercredi sous les yeux des garde-côtes grecs et de l'agence Frontex, responsable des frontières de l'Union européenne. Prévenus au moins 24 heures avant le naufrage, ils les ont laissé couler. Le bateau, disent les autorités grecques, « ne désirait pas être secouru ». Qui peut le croire ! Depuis des années, ces mêmes autorités, grecques ou européennes, rejettent directement à la mer les personnes qui demandent secours et asile.

Les meurtriers sont dans les gouvernements et servent les patrons

C'est avec le même cynisme que ces responsables se défont sur les passeurs qu'ils accusent de profiter de la misère humaine. Mais c'est en rendant les routes de plus en plus dangereuses, surveillées, impraticables et ultra-violentes, que les gouvernements européens font prospérer les mafias qui les contournent moyennant le racket de leurs victimes. Ils sont au moins complices, et même donneurs d'ordre. C'est ainsi que Giorgia Meloni, la cheffe du gouvernement italien d'extrême droite, a rendu récemment visite à un des seigneurs de la guerre en Libye, le maréchal Haftar, pour négocier le prix de la sous-traitance des camps de réfugiés, ces bidonvilles entourés de barbelés. Mais qui a intérêt à ce genre de négociations ?

Nous sommes tous des immigrés

Celles et ceux qui sont morts en tentant de passer en Europe, poussés par la guerre, la misère, les catastrophes écologiques et l'espoir d'un avenir meilleur n'étaient pas des étrangers. Qui d'entre nous ne connaît pas un aïeul, un collègue, un parent, un proche, qui a rompu tous ses liens avec son pays, sa ville ou son village, en quête d'un avenir meilleur, sous la menace de la guerre, de la faim, des persécutions ? C'était hier, ou c'était avant-hier. Nous sommes tous et toutes des immigrés ou des enfants d'immigrés. Accueillir toutes les personnes qui le demandent, ouvrir

les frontières, c'est un droit humain et devrait aller de soi !

Oui, nous pourrions « accueillir toute la misère du monde » !

Nous n'aurions pas les moyens « d'accueillir toute la misère du monde » ? Mais le seul budget annuel de Frontex devrait atteindre 845 millions en 2023 ! Dans le même temps, les budgets militaires explosent et atteignent plusieurs centaines de milliards dans toute l'Europe, autre conséquence meurtrière des frontières et de la concurrence acharnée entre grands capitalistes. Et il n'y aurait pas de quoi développer des infrastructures d'accueil décentes, des services qui seraient utiles à tous ? D'autant que cet argent-là n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan des profits qu'il sert à protéger : en France, les seuls actionnaires des entreprises du CAC 40 ont encaissé 68 milliards de profits l'an dernier ! Et que dire de l'immensité du gâchis et de la misère que ce système répand ? Un système absurde qui, pour se maintenir, doit découper des frontières entre les peuples alors qu'ils produisent et consomment en commun des marchandises qui circulent déjà librement.

Car nous pourrions mettre fin à ce monde de misère !

Macron, Darmanin et tous les autres veulent nous faire voir dans tout réfugié une bouche à nourrir ? Mais ils disent la même chose de nos anciens pour nous faire travailler deux années de plus ! C'est la même logique. Pas de frontières entre les démagogues xénophobes qui gouvernent ou qui postulent à gouverner ce système. Jusqu'à la gauche institutionnelle, dont la plupart des dirigeants sont restés silencieux lors de l'opération de déportation menée à Mayotte le mois dernier.

Exiger la liberté de circulation n'est pas simplement lutter pour un droit humain, c'est un devoir politique : les frontières tuent en mer, elles nous paralysent et nous divisent ici même. Face au torrent de xénophobie qui est déversé par en haut, il est d'autant plus impératif de nous rendre audibles et offensifs. En en discutant autour de nous, et en rejoignant tous les rassemblements qui auront lieu dans les semaines à venir pour protester contre ces politiques criminelles.

Halte au flicage

La Poste a décidé de changer ses règlements intérieurs pour ajouter des tests salivaires visant à détecter les stupéfiants. Ces tests peuvent rester positifs même après une consommation ancienne.

Encore une manière de monter des dossiers quand la direction aura l'un d'entre nous dans le collimateur.

Pire période

La direction a annoncé une semaine de sécabilité d'hiver, dans la foulée de la peak période de Noël, en plus des cinq semaines d'été. Nous n'aurions donc pas le droit de souffler?

Elle nous a demandé de poser nos congés un an à l'avance, soit disant pour s'organiser. Eh bien qu'elle organise les embauches plutôt que de nous refiler le boulot des absents.

Salaire de rien

Avec l'augmentation de 1,5 % des fonctionnaires au 1^{er} juillet, en fait leur rémunération va encore baisser !

L'inflation officielle dépassant 5 %, et 14 % sur l'alimentation, c'est une vraie saignée de nos revenus à tous qui continue.

Patrons et gouvernement ne connaissent qu'un seul langage : la grève ! Seul moyen pour nous d'arracher les 400 euros de plus qu'il nous faut par mois.

L'art de se faire du blé... avec du blé

L'ONG Foodwatch a produit un rapport sur les dessous de la spéculation alimentaire à l'échelle mondiale. On apprend ainsi qu'en juin 2022, près de 70 % des achats sur le marché international du blé l'ont été par des banques, des fonds d'investissement, ou des compagnies d'assurances à des fins purement spéculatives. Quant aux plus gros traders de céréales – les américains Cargill, Archer Daniel Midlands, Bunge et le français Louis-Dreyfus – ils ont réalisé l'an dernier des chiffres d'affaires record compris entre 27 et 150 milliards d'euros. La guerre en Ukraine a bon dos.

États-Unis : les femmes noires meurent deux fois plus en couches

L'athlète afro-américaine Tori Bowie, vice-championne olympique en 2016 puis championne du monde des 100 mètres et 4 × 100 mètres en 2017, est décédée en avril dernier à l'âge de 32 ans, lors de son accouchement.

Une nouvelle qui a ravivé le débat de la prise en charge médicale des personnes noires aux États-Unis. Selon les chiffres publiés par le Centre national de statistiques sanitaires de 2021, il y a eu 69,9 décès pour 100 000 naissances chez les femmes enceintes noires, contre 32,9 chez les blanches, soit 2,6 fois plus.

Soudan : 13 millions d'enfants en danger

Depuis le début du conflit il y a deux mois entre différentes fractions armées, plus d'un million d'enfants ont été déplacés au sein du pays.

Selon l'Unicef, début juin, plus de 330 enfants auraient été tués et plus de 1 900 autres blessés. Près de 13 millions d'enfants ont désormais besoin d'une aide humanitaire pour couvrir leurs besoins en eau, santé, nutrition et protection. Derrière le conflit, se trouve le contrôle des eaux du Nil, et la mainmise sur les richesses minières et pétrolières du pays. Face à cela la vie des enfants ne pèse pas lourd, capitalisme oblige.

L'espionnage des journalistes légalisé ?

Le 21 juin, le Conseil de l'Union européenne doit adopter un projet d'« Acte européen sur la liberté des médias ». La Fédération européenne des journalistes s'est déjà inquiétée des risques que fait peser ce texte le droit d'informer.

Selon des procès-verbaux des négociations et un document de synthèse obtenus par *Investigate Europe*, *Netpolitik* et *Follow the Money*, et cités par Mediapart, les gouvernements européens prévoient d'autoriser la surveillance des journalistes, y compris l'utilisation de logiciels espions, si « la sécurité nationale » l'exige.

En tête dans la lutte pour restreindre les droits des journalistes et la liberté de l'information : l'Allemagne et la France. Entre les mains de ces gens-là « la liberté des médias », déjà fortement restreinte par les grands groupes capitalistes qui possèdent la majorité d'entre eux, est plutôt mal barrée.

Économies budgétaires... sur notre dos

Dans son discours de clôture des Assises des finances publiques, Elisabeth Borne a martelé qu'elle n'avait pas en vue une nouvelle austérité, qui selon elle serait contre-productive. Il s'agirait donc « d'économies budgétaires », de 10 milliards d'euros d'ici à 2027.

Dans le viseur du gouvernement : les dépenses de santé (en luttant contre la supposée « explosion » des arrêts maladie et les « dérives » de la consommation de médicaments), les aides au logement et le soutien à l'emploi.

La Première ministre affirme qu'« il ne s'agit pas d'un coup de rabot ». Elle a raison, car c'est à la hache qu'elle taille dans les dépenses sociales.

110 millions de personnes privées d'un toit

Selon le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), le monde compte, en 2022, 110 millions de personnes forcées de fuir leur foyer, soit 19,1 millions de plus qu'en 2021. La situation est aggravée par les récents combats au Soudan, après l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la crise humanitaire en Afghanistan.

Une illustration effrayante des désastres d'une planète dominée par le capitalisme.